

PREFECTURE DU LOIRET

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU CADRE DE VIE

AFFAIRE SUIVIE PAR MME PHILIPPE/NP  
TELEPHONE 02 38 81 41 31  
REFERENCE AP CAPROGA  
Mél : nicole.philippe@loiret.pref.gouv.fr



**A R R E T E**

complémentaire modifiant  
l'arrêté d'autorisation du 10 août 1999  
(modification du classement des activités)  
de la Société CAPROGA  
sur le site de NOGENT SUR VERNISSON

ORLEANS, LE - 5 DEC. 2002

*Le Préfet de la Région Centre  
Préfet du Loiret  
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le Code de l'Environnement, et notamment le Titre I<sup>er</sup> du Livre II, et le Titre I<sup>er</sup> du Livre V,  
VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux  
et à la lutte contre leur pollution,  
VU le décret du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées pour la  
protection de l'environnement,  
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,  
VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983,  
VU le Règlement Sanitaire Départemental,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 1999 autorisant la société CAPROGA à étendre le silo de  
30 000 t à 46 800 t sur le site de NOGENT SUR VERNISSON, lieudit "les Fiettes",  
VU la demande présentée les 3 et 8 juillet 2002, par la Société CAPROGA (siège social : les  
Docks - B-P. 357 - 45203 MONTARGIS CEDEX), en vue d'obtenir l'autorisation de  
modifier le classement de ses activités, sur le site de NOGENT SUR VERNISSON,  
VU l'ensemble du dossier et notamment les plans annexés,  
VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, Direction Régionale de l'Industrie, de la  
Recherche et de l'Environnement, en date du 9 août 2002,  
VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental d'Hygiène et des  
propositions de l'Inspecteur,  
VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 10 octobre 2002,  
VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-2 du code de l'environnement, et notamment du titre I, du livre V, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que les abaissments de la capacité de stockage de gaz dans l'établissement (45 tonnes) et de la puissance maximale installée des machines de nettoyage et de manutention (90 KW) entraînent un changement de classement des activités exercées sur le site de NOGENT SUR VERNISSON, il y a donc lieu de modifier l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 août 1999 précité,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de l'installation pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code précité, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'article 1.3. de l'arrêté préfectoral du 10 août 1999 est abrogé et remplacé par le tableau de classement suivant :

<b>RUB</b>	<b>LIBELLE</b>	<b>CLT</b>	<b>OBS</b>
2160-1	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables. En silos ou installations de stockage si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	A	Capacité : 121 076 m <sup>3</sup>
2175	Dépôt d'engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m <sup>3</sup> .	A	Capacité : 860 m <sup>3</sup>
1412-2-a	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubrique de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bars (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t.	D	Capacité : 45 t
1432-2b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	D	1 cuve de 30 m <sup>3</sup> de fuel, équivalent 1 <sup>ère</sup> catégorie 6 m <sup>3</sup>
1434-1b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage et récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coef 1) étant supérieure ou égal à 1 m <sup>3</sup> /h, mais inférieur à 20 m <sup>3</sup> /h	D	1 volucompteur : 3 m <sup>3</sup> /h

2260-2	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	D	Puissance installée : 90 kW
2910-A2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	D	Puissance thermique : 16,38 MW
1155	Dépôts de produits agro-pharmaceutiques à l'exclusion des substances et préparations très toxiques et des substances visées par la rubrique "substances toxiques particulières"	NC	Capacité : 5 t
1331	Dépôts d'engrais simples solides à base de nitrates	NC	Capacité : 1 000 t
2920	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa.	NC	1 compresseur : 4,4 kW

## **ARTICLE 2 - SANCTIONS ADMINISTRATIVES**

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret pourra :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux.
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

## **ARTICLE 3 - DELAI ET VOIES DE RECOURS** (article L.514-6 du Code de l'Environnement).

Le bénéficiaire de la présente autorisation peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente autorisation.

Il peut également contester la décision par un recours gracieux ou un recours hiérarchique, ce recours ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du Tribunal Administratif.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements peuvent contester le présent arrêté d'autorisation en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du dit acte.

**ARTICLE 4** - Le Maire de NOGENT SUR VERNISSON est chargé de :

- Joindre une ampliation de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classée dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.

- Afficher à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le Maire au Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, Direction des Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Environnement et du Cadre de Vie.

**ARTICLE 5 - AFFICHAGE**

Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**ARTICLE 6 - PUBLICITE**

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

**ARTICLE 7 - EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, la Sous-Préfète de MONTARGIS, le Maire de NOGENT SUR VERNISSON, et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLEANS, LE - 5 DEC. 2002

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
signé : Bernard FRAUDIN

POUR AMPLIATION,  
le Chef de Bureau délégué,

Frédéric ORELLE

**DIFFUSION :**

- ☐ Original : dossier
- ☐ Intéressé :
- ☐ Mme la Sous-Préfète de MONTARGIS
- ☐ Mme le Maire de NOGENT SUR VERNISSON
- ☐ M. l'Inspecteur des Installations Classées  
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement  
Subdivision du Loiret - Avenue de la Pomme de Pin - Le Concyr  
45590 SAINT CYR EN VAL
- ☐ M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement  
6 rue Charles de Coulomb - 45077 ORLEANS LA SOURCE
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Equipeement du Loiret - SAURA
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- ☐ M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- ☐ Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
- ☐ M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours
- ☐ M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
- ☐ M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- ☐ D.C.L.E. – Bureau de l'Aménagement et de l'Urbanisme



